

<http://ecoleetsociete.se-unsa.org/Environnement-pour-une-transition-juste-et-solidaire>



école & société

# Environnement : pour une transition juste et solidaire

- Société - Développement durable - ESS -

Date de mise en ligne : jeudi 20 décembre 2018

---

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés

---

Alors que les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse depuis 2017, le GIEC a alerté début octobre sur les effets d'un monde soumis à un réchauffement de 1,5 degré. L'ONU a appelé les nations à tripler leurs efforts. Jamais l'alarme du péril climatique n'a retenti aussi fort pour les citoyen-ne-s et les États.

### Les marches citoyennes

Le 8 décembre, cent vingt marches pour le climat ont eu lieu en France et dans d'autres pays. Les citoyens mobilisés ont alerté, une fois de plus, sur l'insuffisance des mesures prises par les gouvernements pour limiter le changement climatique, mais aussi pour trouver des alternatives à fiscalité écologique qui pèserait sur les ménages les plus précaires.

La contestation des gilets jaunes a mis en lumière la nécessité d'une fiscalité carbone dédiée au financement d'une transition écologique socialement juste. L'écologie est un moyen d'action pour vivre dans un environnement sain, un droit humain.

### Les états à la COP24

Du 2 au 15 décembre 2018, 196 pays se sont réunis lors de la vingt quatrième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui a eu lieu en Pologne. Ils ont adopté le « mode d'emploi » de l'accord de Paris (COP21 de 2015) qui fixe un cadre commun. Ainsi, la Banque mondiale va doubler son aide aux pays du Sud entre 2021 et 2025.

Cependant, le bilan reste décevant parce que les États ont notamment échoué à engager une hausse collective des efforts contre les émissions de CO2. Avec le maintien des engagements de l'accord de Paris, la planète est sur une trajectoire de réchauffement de plus de 3 degrés d'ici la fin du siècle : la Terre connaîtra alors une élévation de la fréquence des catastrophes naturelles, des disparitions d'espèces vivantes, des migrations climatiques... De plus, les négociations sur la méthode de comptabilisation des crédits carbone sont reportées. Enfin, le respect des droits humains a disparu du texte alors qu'il faisait partie de l'accord de Paris.

Le temps nous est compté. Un autre modèle de développement est impératif, comprenant une transition climatique socialement juste et solidaire. L'urgence climatique est aussi une urgence sociale, car ce sont les plus démunis dans les pays du Nord et ceux du Sud qui souffrent le plus du réchauffement climatique. La lutte contre celui-ci doit s'édifier sur les valeurs d'égalité et de solidarité.

Pour le SE-Unsa, l'École doit intensifier sa mobilisation ; les questions environnementales conditionnent notre avenir commun.